



MONICA DUCA WIDMER, VICE-PRÉSIDENTE DE LA SATW

L'Académie suisse des sciences techniques (SATW) est le plus important réseau d'experts dans le domaine des sciences techniques. En tant qu'organisation professionnelle, elle identifie les évolutions technologiques capitales sur le plan industriel et encourage l'intérêt et la compréhension de la technologie par le public, en particulier les jeunes. Monica Duca Widmer est vice-présidente de la SATW depuis 2011. Elle estime que le travail des Académies suisses dans la cadre du mandat MINT est particulièrement important tout comme le projet *Swiss TecLadies* qui encourage, grâce à un programme de parrainage, des jeunes filles de 13 à 16 ans intéressées par la technique. Elle considère également les plateformes thématiques SATW comme des institutions importantes qui assurent les liens avec l'industrie. Les plateformes thématiques de la SATW, qui assurent le lien avec l'industrie, sont également essentielles à ses yeux. Elle souhaite que les Académies collaborent encore davantage entre elles et associent de manière optimale leurs expertises complémentaires dans le cadre de projets interdisciplinaires.

« LA CURIOSITÉ ME FAIT AVANCER »

Auteur : Adrian Sulzer

« J'ai accompli de nombreuses choses intéressantes pendant ma carrière car je suis très curieuse. Mais j'ai toujours dû m'imposer. Si je ne l'avais pas fait, je serais souvent passée à côté de mes objectifs. La promotion de la relève féminine est un thème qui me tient particulièrement à cœur au sein de la SATW. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine. »

MONICA DUCA WIDMER, a suivi des études en génie chimique à l'ETH Zurich avant d'effectuer un doctorat en chimie à l'Università degli Studi de Milan. Elle est directrice d'EcoRisana SA, une entreprise spécialisée dans les techniques environnementales et l'assainissement des sites contaminés.

Elle a aussi assumé des responsabilités au sein de divers organismes de surveillance, de formation et de recherche, par exemple au sein du Conseil des EPF, de la Haute école spécialisée SUPSI et à l'Université de Lucerne. Actuellement, elle est présidente du Conseil de l'Université de la Suisse italienne, vice-présidente du Conseil de l'IFSN et présidente du Conseil d'administration de Migros Ticino. Engagée en politique, elle a siégé pendant 16 ans au parlement tessinois qu'elle a également présidé. Elle a en revanche raté son entrée au Conseil national suite à un malheureux hasard. Après avoir obtenu le même nombre de voix qu'un autre candidat, elle a été élue grâce à un tirage au sort réalisé par ordinateur. Suite à un recours, un tirage au sort manuel a été effectué et c'est l'autre candidat qui l'a emporté.

Quand j'ai annoncé à mes parents que je voulais devenir ingénieure, ils ont eu du mal à le comprendre. Mon conseiller en orientation professionnelle a aussi tenté de me dissuader. « Ne préférerais-tu pas étudier la pharmacie ? C'est un domaine plus approprié pour les femmes », a-t-il fait valoir. Heureusement, mon professeur de chimie m'a encouragée et soutenue dans mon choix. « Laissez votre fille faire ce qu'elle veut », a-t-il dit à mes parents. Pendant mes études en génie chimique à l'ETH Zurich, j'étais la seule femme de ma volée. Une deuxième m'a rejointe plus tard. Certains professeurs n'étaient malheureusement guère enthousiastes lorsqu'ils voyaient des femmes s'intéresser à ce type d'études. Il y avait certes déjà des doctorantes en chimie, mais elles venaient de l'étranger, de Chine ou de Turquie.

La situation a changé depuis, mais la pénurie de spécialistes, notamment dans les disciplines MINT, perdure. Je pense qu'il s'agit en priorité d'un problème de société. Le métier d'ingénieur ne bénéficie pas de la considération qu'il mériterait. Nous avons toujours été occupés par nos problèmes techniques et ne nous sommes pas organisés comme d'autres professions pour défendre nos intérêts. Nous n'arrivons pas à montrer la plus-value que nous apportons à la société. Nos prestations sont aujourd'hui considérées comme allant de soi. On ne voit pas l'important travail ni la responsabilité que cela représente. Une des conséquences est que les salaires sont plus bas que chez les juristes ou dans le secteur bancaire. Voilà aussi pourquoi les formations techniques ont moins d'attrait. Actuellement, nous pouvons en grande partie répondre au manque d'ingénieurs en faisant appel à du personnel qualifié venant de l'étranger. Nous devrions toutefois conserver ce savoir-faire chez nous et former nos propres spécialistes qui entretiennent des liens plus étroits avec la Suisse. Le facteur aggravant est que nous avons vécu une importante désindustrialisation. Autrefois, nous

étions leaders dans la construction des tunnels. Les NLFA ont en revanche surtout été construites par des entreprises étrangères.

Beaucoup d'efforts sont consentis dans notre pays pour encourager les jeunes à s'intéresser aux métiers MINT. Mais employons-nous les bons moyens ? De nombreuses initiatives ciblent les jeunes à partir de 15 ans. C'est souvent trop tard. Dans l'ensemble, peu de choses ont bougé. Les stéréotypes sont toujours vivants et sont parfois cultivés dès la petite enfance. Dans une société libre, tout le monde devrait pourtant faire ce qu'il souhaite vraiment. Je suis aussi convaincue que notre culture doit davantage s'ouvrir à la technique. Il y a trop de réticences à s'en rapprocher. Les initiatives devraient davantage se concentrer sur des adolescents plus jeunes, comme avec le projet *Swiss TeCLadies* de la SATW. Le système de parrainage qui y est développé est particulièrement prometteur. Je salue aussi les projets qui mettent en contact de futurs enseignants avec des spécialistes dans le domaine technique, afin que celui-ci puisse être mieux connu à l'école primaire. En ce qui concerne la promotion des femmes à des postes de direction, j'estime que les quotas sont une option à prendre en dernier recours. Ce thème me préoccupe depuis 40 ans. Très peu de choses ont changé pendant ce laps de temps, c'est pourquoi des solutions plus extrêmes sont peut-être nécessaires aujourd'hui.

En matière d'enseignement supérieur et d'activités de recherche, c'est notre rapport ambivalent avec l'Europe qui me préoccupe actuellement. Nous avons besoin de conditions-cadres claires. Un consensus national est toutefois nécessaire, comme cela a été mis en évidence avec le virage énergétique. »